

ENFOPRENSA

Agence guatémaltèque de presse

Informations du Guatemala

3^e Année, n° 126

Du 31 mai au 6 juin 1985

POLITIQUE

Remise de la Constitution au gouvernement militaire
Protection d'un modèle social erroné
Personne ne respectera la nouvelle Constitution
Limites à la liberté d'expression
Le gouvernement pourra "négocier" Bêlize
CUC : "Aucune ouverture politique"
Réunions de haut niveau

INSURRECTION

Echec de l'offensive de l'Armée
Les actions rebelles s'intensifient
Le cercle tactique est rompu
Embuscade tendue à un convoi
Coordination d'une campagne

SITUATION SOCIALE

Aide publique diminue
Chômage, un drame

DROITS DE L'HOMME

Nouvelle augmentation de la violence officielle
Séquestration collective de personnel de coopératives
Assassinat du candidat Recteur
Intimidations envers les hommes politiques perdurent



4^oP. 12315

POLITIQUE

REMISE DE LA CONSTITUTION AU GOUVERNEMENT MILITAIRE

Le 31 mai, l'Assemblée Nationale Constituante a remis la nouvelle Constitution de la République (la quatrième en 30 ans) au Chef de l'Etat, le Général Oscar Mejia Victores, qui a reformulé sa promesse relative à la passation de pouvoirs prévue pour le 14 janvier 1986.

Pour sa part, le Tribunal Electoral Suprême a également remis au Général Mejia la nouvelle loi électorale. Il y est stipulé que si aucun candidat n'obtient la majorité des suffrages au cours des élections du 3 novembre, un deuxième tour aura lieu, le 8 décembre. La durée du mandat qu'exercera le prochain gouvernement a été fixée à 5 ans.

PROTECTION D'UN MODELE SOCIAL ERRONE

Le 29 mai, au cours d'un colloque organisé par le journal télévisé Teleprensa, les juristes Juan José Rodil Peralta, Mario Quinonez et Edmundo Vasquez, membres de l'Association d'Enquêtes et Etudes Sociales -AIS- et l'ancien fonctionnaire, le Colonel José Luis Cruz Salazar, ont signalé que la Constitution, récemment élaborée, est le produit d'une Constitution alignée sur l'optique de l'Armée et soumise à de nombreuses pressions

Rodil Peralta a ajouté que cette Constitution "n'interprète pas le moment historique traversé par la nation", car le modèle social qu'elle protège est "un schéma périmé qui a démontré son incapacité à trouver des solutions aux problèmes posés par notre système social qui comporte chaque jour davantage de gens pauvres, qui comprend une classe moyenne qui n'a pas l'air de croître et enfin une classe opulente qui s'enrichit au fil des jours".

PERSONNE NE RESPECTERA LA NOUVELLE CONSTITUTION

Jorge Gonzalez del Valle, directeur du Centre d'Etudes Monétaires Latino-Américain-CEMLA-, a déclaré que la situation économique et sociale du pays ne se résoudra pas par le biais d'une Constitution que personne ne respectera dès le lendemain de sa promulgation. Ces propos ont été tenus au cours d'une Conférence organisée par le Collège des Economistes et Administrateurs des Entreprises du Guatemala, le 30 mai dernier.

De Valle a souligné le manque de garanties réelles pour que les lois soient respectées au Guatemala.

Différents secteurs économiques, politiques et sociaux ont manifesté leur désapprobation par rapport à la nouvelle Constitution. Ainsi, selon des enquêtes réalisées par les milieux de la presse, la Carta Magna est dans l'ensemble assez mal acceptée.

LIMITES A LA LIBERTE D'EXPRESSION

Le 28 mai, la Chambre des Journalistes de Guatemala qualifiait l'Article 89 de la Constitution qui rend l'inscription dans une corporation officielle obligatoire pour les journalistes de coup porté à la liberté d'expression et à la démocratie.

Ainsi, la Société Interaméricaine de Presse -SIP- a condamné, le 31 mai, à Miami, USA, l'approbation du dit article constitutionnel car il limite gravement la liberté d'expression.

LE GOUVERNEMENT POURRA "NEGOCIER" BELIZE

Le gouvernement guatémaltèque a rejeté l'hypothèse d'une riposte militaire pour résoudre le conflit qui l'oppose à la Grande-Bretagne au sujet du territoire de Belize. Cette décision a été influencée par les recommandations du gouvernement des Etats-Unis et au vu du dénouement du conflit des îles Malouines. Le 31 mai, Jorge Skinner Kleé, Conseiller de différents régimes guatémaltèques et actuellement membre de l'Assemblée Constituante, signalait que de son côté, l'Assemblée Nationale Constituante avait approuvé un Article qui permet de faciliter un accord négocié pour résoudre le dit différend territorial.

L'Article mentionné délègue le pouvoir de négociation à l'Exécutif qui se voit habilité à entreprendre les démarches nécessaires en vue de "résoudre la situation des droits du Guatemala sur le Belize".

CUC : "AUCUNE OUVERTURE POLITIQUE"

Le 31 mai, le Comité d'Unité Paysanne, CUC, dans un document commémorant le septième

anniversaire de la tuerie de Panzos, situé dans le département septentrional de Alta Verapaz soulignait : "Comment peut-on parler d'ouverture politique dans un pays où un demi million de paysans ont été déplacés par la violence officielle, où plus de 100 000 orphelins et des centaines de milliers de personnes ont été forcés de se joindre aux fameuses Patrouilles Civiles, organisées par les forces armées du gouvernement ?".

REUNIONS DE HAUT NIVEAU

Les 29 et 30 mai, le Chef de l'Etat s'est entretenu, au cours de réunions de haut niveau avec le "Cabinet de Sécurité" et d'autres fonctionnaires du régime militaire. Bien que les porte-paroles officiels ont gardé le silence quant aux thèmes abordés, des observateurs politiques signalent que les réunions ont pour motif la situation critique dans laquelle se trouve le gouvernement.

Au cours de la première réunion, outre la présence des généraux Mejia Victores et Lobos Zamora, on peut signaler également la participation de Fernando Andrade, Ministre des Relations Extérieures; le Colonel Pablo Nuila Hub, Chef de l'Etat-Major présidentiel et, le Colonel Manuel Giron Sanchez, Secrétaire de la Préfecture d'Etat.

Durant la seconde réunion, le Commandant de la Force Aérienne, les directeurs de l'Académie militaire et de la Police nationale et de l'Immigration, les Chefs de la Garde des Finances et Relations Publiques de l'Armée et certains commandants de zones militaires, étaient présents.

INSURRECTION

ECHEC DE L'OFFENSIVE DE L'ARMEE

Selon divers rapports de rebelles et de rapports de presse, l'Armée a dû affronter six embuscades et a souffert pour le moins 68 pertes dans ses rangs à la suite de la contre-offensive que l'Armée régulière a lancée contre les forces insurrectionnelles de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- dans les départements de San Marcos, Solola et Suchitepequez.

Les insurgés ont défendu des positions en montagne et ont même tendu des embuscades aux troupes régulières qui opéraient un retrait des zones d'opérations. Durant l'offensive les rebelles ont occupé certaines plantations agricoles et ont attaqué un détachement militaire à Suchitepequez.

LES ACTIONS REBELLES S'INTENSIFIENT

Le 2 juin, la presse locale, publiait des informations sur une embuscade survenue, le 1 juin, dans la municipalité El Quetzal, à San Marcos où plusieurs effectifs ont trouvé la mort lors de l'explosion d'une mine de type claymore qui a déchiqueté le camion militaire dans lequel ils se trouvaient. Elle mentionnait également l'action du 31 mai, à savoir une prise en main politico-militaire de la propriété El Salvador, située dans la municipalité Pochuta, à Chimaltenango au cours de laquelle un gradé est mort, sans oublier les affrontements constants qui opposent les soldats de l'Armée régulière et les guérilleros dans le département septentrional de El Peten.

LE CERCLE TACTIQUE EST ROMPU

Selon un rapport insurrectionnel, rendu public, le 27 mai, les Forces de l'Organisation du Peuple en Armes -ORPA- ont rompu un "cercle tactique" que les effectifs d'une compagnie de l'Armée (quelques 100 hommes) avaient "tracé" autour d'une position rebelle dans la municipalité Nuevo Progreso, à San Marcos, occasionnant de la sorte 10 pertes à l'Armée.

Selon l'ORPA, lorsque l'Armée a élargi le cercle, un combat d'une quinzaine de minutes s'est produit où les guérilleros ont utilisé l'artillerie, les mitrailleuses, les lance-grenades et mortiers obligeant par là même les soldats à s'enfuir en débandade.

EMBUSCADE TENDUE A UN CONVOI

Le 29 mai, le Général Rodolfo Lobos Zamora, Chef de l'Etat-Major de l'Armée déclarait qu'un convoi de l'Armée est tombé dans une embuscade, le 29, tendue par les Forces Armées Rebelles -FAR- dans le département septentrional de El Peten au cours de laquelle trois soldats et un gradé ont été blessés. Lobos Zamora a reconnu qu'on assistait à "une augmentation des actions rebelles".

COORDINATION D'UNE CAMPAGNE

Les forces de l'Unité Révolutionnaire Nationale Guatémaltèque-URNG- sont responsables des 236 pertes infligées à l'Armée régulière (morts et blessés) pour le seul mois de mai, au cours d'une campagne coordonnée qui a débuté le 30 avril.

Selon un communiqué partial de l'Agence Salvadorienne de Presse (SALPRESS), rendu public le 1 juin, ces actions se sont déroulées dans 6 départements différents du pays.

SITUATION SOCIALE

AIDE PUBLIQUE DIMINUE

Le 28 mai, le Ministre de la Santé Publique, le Docteur Ramiro Rivera Alvarez, faisait savoir que 11 centres de santé et certains hôpitaux ne pourront plus fonctionner au cours des mois prochains, étant donné les coupes effectuées dans le budget par le gouvernement.

CHOMAGE, UN DRAME

Selon le journal El Gráfico, daté du 1 juin, le problème du chômage prend des aspects réellement dramatiques au cours des derniers mois. Ce phénomène, toujours selon le journal, est à l'origine du fait que des milliers de guatémaltèques en milieu urbain ou rural ont actuellement recours à des moyens de survie inimaginables.

DROITS DE L'HOMME

NOUVELLE AUGMENTATION DE LA VIOLENCE OFFICIELLE

Trois habitants du village de Nueva Concepcion, situé dans le département méridional de Escuintla, sont morts, criblés de balles, le 1 juin, lorsque des forces de sécurité gouvernementales ont ouvert le feu sur le véhicule à bord duquel ils se trouvaient. Les victimes sont : Adrian Santos, Raymundo Catalan et Isabel Veliz.

Le 29 mai, trois cadavres non identifiés, portant des signes évidents de torture et criblés de balles ont été trouvés, flottant sur le lac Amatitlan, aux alentours de la capitale. Le 1 juin, quatre autres cadavres, porteurs des mêmes marques ont été découverts à divers endroits du pays. Ces informations ont été fournies par le journal télévisé Aqui El Mundo.

SEQUESTRATION COLLECTIVE DE PERSONNEL DE COOPERATIVES

26 membres des coopératives de la zone de peuplement El Tumbo, sur la rive du fleuve Usumacinta, à El Peten, ont été enlevés par des troupes gouvernementales qui effectuaient des opérations militaires dans la région. Ce sont des habitants de la zone qui ont dénoncé les faits.

ASSASSINAT DU CANDIDAT RECTEUR

Edgar Enrique Leiva Santos, Professeur d'Université et candidat au poste de Recteur de l'Université Nationale de San Carlos, a été assassiné, le 4 juin, dans l'enceinte des bâtiments universitaires par des hommes armés, identifiés par les témoins comme appartenant aux forces de sécurité gouvernementales.

Leiva Santos, membre du Conseil Supérieur Universitaire a été le délégué de l'Université dans une Commission pour la Paix qui s'était tenue l'année dernière aux fins de chercher à réduire la violence dans le pays.

INTIMIDATIONS ENVERS LES HOMMES POLITIQUES PERDURENT

Selon le journal El Gráfico, les forces de sécurité du gouvernement ont essayé de séquestrer, le 27 mai, le Secrétaire du parti Union de Centre National dans la municipalité Itzapa, dans le département de Chimaltenango. Le journal a qualifié l'attentat, d'acte en vue d'une intimidation politique.

D'après la dénonciation, les effectifs de sécurité gouvernementale, sans disposer d'un ordre émanant d'une autorité compétente, ont envahi la résidence de l'activiste politique Fredy Avila Valladares. Ce dernier est parvenu à leur échapper.

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXXX